

# ***Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie***

34 rue Claude Bénard, 95610 Éragny sur Oise

*Le 20 janvier 2011*

## ***La Lettre du collectif N°56***

### **Roms en Val d'Oise : à Sarcelles, une situation exceptionnelle.**

Cela s'est passé mois après mois. Lentement. À présent, un terrain qui était destiné à implanter une aire d'accueil et de stationnement, fermée depuis le 4 février 2002, est devenu un vaste bidonville. Des Roms y vivent sans caravanes, dans des habitats très précaires, mais disposent de l'eau et l'électricité antérieurement installées.

La Communauté d'agglomération du Val de France dont Didier Vaillant, maire de Villiers le Bel est le président, assignait, hier, devant le Tribunal de Grande instance de Pontoise, 21 personnes nommément désignées. On vise à faire partir, en fait, plus de 500 personnes, « tous les occupants des lieux ». À eux seuls, une cinquantaine d'enfants de six à douze ans, et évidemment pas tous, sont scolarisés dans les camions-écoles de l'ASET. Et c'est sans compter aussi les enfants d'âge maternel ni les adolescents...

L'avocat des Roms, M<sup>o</sup> Cédric Lemoine, a demandé, et obtenu, le report de l'audience du 19 janvier au 16 février, pour assurer convenablement la défense des familles menacées d'expulsion et afin que l'examen de cette situation sans équivalent puisse être effectué avant tout jugement.

Il y a lieu, en effet, de s'interroger sur les conséquences que pourrait avoir une expulsion de pareille ampleur ! Il faudra bien qu'un jour ou l'autre, on mette en œuvre ce qu'exigeaient douze élus d'Ile de France, dont Didier Vaillant, responsable de la demande d'expulsion : *« Nous savons qu'avec une véritable solidarité régionale, nationale et européenne, il est tout à fait possible d'accueillir dignement ces femmes, hommes et enfants, citoyens européens qui, rappelons le, ne seront plus sous le coup des mesures transitoires qui restreignent aujourd'hui leur accès au marché du travail, au plus tard fin 2013, d'autant qu'il est dans les prérogatives des Préfets de déroger plus favorablement à ces mesures »*. On ne peut mieux dire !

Il est temps que les élus, quelle que soit leur appartenance politique, mettent leurs paroles en actes. L'occasion en est fournie à Sarcelles. Car il y a là une situation exceptionnelle, nouvelle, qu'il convient d'aborder avec précaution et détermination.

Elle se caractérise ainsi :

- **Il ne s'agit plus d'un campement de caravanes mais d'un bidonville géant**, le plus vaste regroupement de familles Roms qu'ait jamais connu le département. Jeter à la rue des centaines de personnes est inconcevable et aurait des effets désastreux sur les communes voisines, y compris celles qui ont fait des efforts ou qui supportent déjà la présence d'autres familles.

- **Ce rassemblement est le résultat des déplacements contraints** qui se sont produits dans le département voisin de Seine Saint Denis et révèle que les expulsions multipliées ne font que déplacer les difficultés d'accueil de populations qui, de toute façon, ne quitteront plus la France. C'est la démonstration, hélas par l'absurde, de l'échec de la politique annoncée l'été dernier qui a fait souffrir les Roms sans les amener à s'éloigner de ce « morceau d'Europe » où ils sont chez eux !

- **C'est la première fois, sans doute, en France, qu'un emplacement réservé à des « gens du voyage »** (encore une fois, une expression administrative officielle sans contenu !), qu'une « aire d'accueil et de stationnement » (sic), prévue et installée pour une population française, les « Roms de France », **se trouve, après son abandon, utilisée par des étrangers : des « Roms en France » !**

- **Ce terrain public, appartenant à un organisme public, est donc disponible.**

- **Le Val d'Oise, à la différence de la Seine Saint Denis, ne compte aucun « village d'insertion »**, comme c'est le cas à Aubervilliers ou à Montreuil, par exemple. Même si ce n'est pas une solution incritiquable, c'en est une ! Le Président de la Communauté d'Agglomération du Val de France peut, à ce sujet, demander conseil à ses collègues co-signataires de l'Appel au Premier ministre du 3 septembre 2010.

<http://www.mediapart.fr/club/edition/les-invites-de-mediapart/article/030910/avec-une-solidarite-regionale-nationale-et-euro>

- **L'absence de volonté politique atteint, ici, sa limite**, ou plus exactement, la volonté politique de laisser une question majeure aux conséquences sanitaires, humanitaires, sans solution, révèle une impuissance qui, à Sarcelles comme ailleurs, signifie que l'on va laisser pourrir une situation susceptible d'engendrer, à court et moyen terme, l'insécurité dont on veut de prémunir. En outre, cette hypocrite affirmation selon laquelle « on ne veut pas stigmatiser les Roms » tout en les chassant « des terrains qui ne leur appartiennent pas », au nom de « l'État de droit » a quelque chose de malsain (1). En appeler à la loi pour mettre dehors une population qui ne saura où aller vivre (et qui est sans défense autre que celle de chercher où reconstruire des masures et cabanes dans une nouvelle illégalité) est un mépris de la misère insupportable et donc condamnable. On est là fort loin de tout « socialisme » !

(1) Voir Le Parisien du 19-01-2011, édition du Val d'Oise, *Sarcelles, le sort du bidonville géant au Tribunal*, page III.

**Nous sommes décidés à mettre en évidence ce « cas de Sarcelles » et nous ne lâcherons rien ! Nous n'ignorons aucune des difficultés auxquelles les élus ont à faire face ! Nous aimerions, pourtant qu'au lieu d'avoir à polémiquer, à cause de cette romaphobie de fait qui vient s'ajouter, en Val d'Oise, en pleine période électorale cantonale, à la politique d'État anti-Roms, (qui n'a pas cessé, depuis l'été passé !), nous changions tous d'état d'esprit et nous nous attelions, ensemble, à chercher des solutions socialement acceptables !**

